

Donald Johnston, secrétaire général de l'organisme international:

«L'OCDE EST UN PISTON DE LA MONDIALISATION»

A la tête de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) depuis le 1^{er} juin 1996, le Canadien Donald Johnston, 65 ans, a rempilé en juin pour cinq ans. Le secrétaire général du club des 30 pays les plus riches de la planète s'explique, pour *Libération*, sur les défis posés par la mondialisation et sa contestation grandissante.

Le FMI et la Banque mondiale tiendront leur réunion annuelle fin septembre à Washington; l'OMC souhaite lancer un nouveau cycle commercial au Qatar en novembre. Après Göteborg et Gènes, faut-il supprimer de tels sommets?

Non. Il faut réussir le défi du lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales, quelle que soit la pression de la contestation. La mondialisation n'est pas idéologique, c'est un processus irrésistible. Les échanges commerciaux et le libre-échange ont toujours engendré des avantages énormes. **Ce n'est pas l'avis des mouvements contre une mondialisation jugée inéquitable, qui n'ont jamais été aussi mobilisés...**

Les contestataires ont dans l'ensemble exercé une pression bénéfique et apportent une expertise louable. A condition de séparer ceux qui s'expriment pacifiquement des autres, à la marge, qui manifestent sur n'importe quoi, n'importe où,

n'importe quand. Reste qu'il y a un malentendu fondamental que n'ont, semble-t-il, pas saisi les protestataires: lancer un nouveau cycle de négociation est d'abord dans l'intérêt des pays en développement...

Mais les pays du Sud sont, eux, les plus réticents à un nouveau cycle. Beaucoup d'entre eux estiment qu'ils n'ont pas encore vu les fruits de la mondialisation.

C'est vrai. Et c'est logique. Nos secteurs commerciaux ont pénétré leurs marchés. Tout en ne laissant pas l'accès à leurs exportations dans des secteurs clés (agriculture, textile). Un nouveau cycle pourrait forcer cette réciprocité. Il faut sortir des réflexes protectionnistes; les politiques des pays industrialisés veulent protéger l'emploi, les industriels conserver

leur secteur sans concurrence du Sud. Notez qu'à l'inverse des précédentes négociations on entend peu ces derniers temps les sociétés transnationales, les multinationales, qui avaient multiplié les pressions auparavant. Pourquoi? Parce

qu'elles sont déjà bien implantées, qu'elles ont tiré beaucoup de bénéfices de l'ouverture des frontières? A Seattle, où étaient les plus grands patrons des multinationales? Ils se faisaient déjà discrets. La situation a donc évolué.

Depuis, des voix au sein des institutions internationales reconnaissent être allées trop loin et trop vite dans la dérégulation et les privatisations

ou que la libéralisation peut augmenter la pauvreté... Partagez-vous ce sentiment?

Je ne suis pas un idéologue. Mais une chose est sûre: pour attirer les investissements dans les pays en développement, il faut d'autres sources de finan-

cement que les capitaux publics. Comment parler fracture numérique si le secteur de télécommunications est totalement verrouillé par l'Etat, par exemple? Il ne s'agit pas de multiplier des «big bangs» dans ces secteurs. de

licencier massivement, mais il importe de réformer les pratiques pour attirer les capitaux privés. Ce n'est pas la Banque mondiale, l'aide bilatérale ou l'aide publique au développement qui risquent de permettre un réel développement. L'écart entre pays riches et pays pauvres s'est accentué en dépit de cinquante ans de politique de développement: c'est déplorable, lamentable.

Pourquoi cet échec?

Parce qu'on a lié l'aide publique aux intérêts des pays donateurs.

Vous avez été l'organisation victime du premier grand

succès des contestataires de la mondialisation, lors de la mise en échec en 1998 de l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement). Comment l'avez-vous vécu?

Les négociations de l'AMI ont été décidées par les Etats avant mon arrivée. Et les fonctionnaires de l'OCDE n'avaient peut-être pas assez bien préparé le terrain. On en a tiré les leçons. Pourtant, l'AMI était intéressant, car il existe plus de 1500 conventions bilatérales sur l'investissement. L'AMI n'était qu'une négociation multilatérale pour aller plus vite. A l'arrivée, je n'ai pas le sentiment que ce fut un échec. Depuis, un grand nombre de pays ont d'ailleurs pris des mesures pour attirer des investissements en libérant leurs secteurs. Les principes de l'AMI restent toujours d'actualité.

L'OCDE reste perçue comme l'un des piliers de la mondialisation. Le défendez-vous?

Mais oui! Nous sommes un piston de la mondialisation! Nous sommes mondialistes et nous voulons humaniser la mondialisation, parvenir ●●●

«Nous voulons parvenir à un équilibre entre la nécessité de croissance économique et le besoin de cohésion sociale.»

A quoi sert l'OCDE?

Créée en 1961, l'Organisation de coopération et de développement économiques est le club des 30 pays les plus riches de la planète – ils produisent les deux tiers des biens et des services du monde. Sans pouvoir décisionnel, elle se veut un laboratoire d'idées. Selon l'expression de l'un de ses experts, «elle examine, élabore et perfectionne» les politiques économiques et sociales des Etats membres. Une mission floue mais très influente. De l'environnement à l'agriculture, en passant par la technologie ou la fiscalité, les «recommandations» de l'OCDE «persuadent» souvent ses membres d'adopter des politiques plutôt orthodoxes et monétaristes. Et acquises au libéralisme et au libre-échange. D'où son rôle de «pilier» de la mondialisation (avec le FMI, la Banque mondiale et l'OMC) que dénoncent les contestataires... Dotée d'un budget de 200 millions de dollars (227 millions d'euros), l'OCDE abrite à Paris 1850 permanents, dont 700 experts. Qui produisent annuellement 12000 documents, 300 livres et 25 périodiques. En crise de légitimité, l'OCDE s'est efforcée de se «diversifier». Elle promeut la biotechnologie comme la sécurité alimentaire. Récemment, l'un de ses rapports a vanté les politiques de lutte contre l'exclusion. Un autre a redécouvert les mérites de l'Etat-providence. Mais le souci de «dialogue» avec les contestataires ne passe pas toujours. Ainsi, en mai, les Amis de la Terre ont remis à Donald Johnston un «trophée de l'hypocrisie». Epinglant l'«utilisation opportuniste du thème du développement durable pour améliorer son image». C.L.